

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification  
Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en  
œuvre Cinquième cycle de présentation de rapports, législature  
2014-2015

# Rapport de la France à titre de pays développé Partie



July 28, 2014

## Sommaire

### I. Indicateurs de résultats

- A. Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation
  - Indicateur CONS-O-1
  - Indicateur CONS-O-3
  - Indicateur CONS-O-4
- B. Objectif opérationnel 2 : Cadre politique
  - Indicateur CONS-O-6
  - Indicateur CONS-O-7
- C. Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances
  - Indicateur CONS-O-8
- D. Objectif opérationnel 4 : Renforcement des capacités
  - Indicateur CONS-O-13
- E. Objectif opérationnel 5 : Financement et transfert de technologies
  - Indicateur CONS-O-14

### II. Flux financiers

Annexe financière type

### III. Informations complémentaires

### IV. Soumission

## CONS-O-1

Nombre et importance des activités d'information organisées sur le thème de la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) et/ou des synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité, et public atteint par les médias abordant la question de la DDTS et des synergies DDTS

## Objectif général

Pourcentage de la population informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

30 %

2018

## Contribution nationale à l'objectif général

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

2011

2013

2015

2017

2019

## Activités d'information

Année	Nombre d'activités	Estimation du nombre total de participants
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	17	1450000
2013	7	602000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

## Produits médias et programmes de radio/télévision concernant ces évènements

Année	Nombre	Estimation du public touché
2012	43	7025000
2013	24	8669000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

## Sources des informations

Principaux acteurs français impliqués dans la lutte contre la DDTS (services communication)

Archives des principaux médias

## Évaluation qualitative

Votre pays dispose-t-il d'une stratégie nationale de communication consacrée à la DDTS et/ou aux synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité ?

Oui Non 

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (p. ex. concernant la mise en œuvre de la Stratégie globale de communication, les activités relatives à la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, etc.) :

Malgré tout l'intérêt de disposer d'un indicateur sur les aspects de « communication », l'indicateur actuel reste difficile à renseigner de manière précise et exhaustive. La collecte des données pour cet indicateur est fortement consommateur en temps et l'estimation du public/nombre total de participants imprécis.

Voici le détail des activités d'informations relevées en 2012-2013 :

Événements d'information 2012/2013

Agropolis International - Rencontres internationales de l'association Agriculteurs français et développement international (AFDI) - 14 et 15 novembre 2013. Agropolis International

## CONS-O-3

Nombre d'organisations de la société civile (OSC) et d'institutions scientifiques et technologiques (IST) participant aux processus liés à la Convention.

## Objectif général

Une croissance régulière de la participation des OSC et IST aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'OSC et d'IST impliquées dans des programmes/projets liés à la DDTS

Année	Nombre d'organisations de la société civile	Nombre d'institutions scientifiques et technologiques
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	154	24
2013	166	32
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations: nom des CSO et des IST

Principaux acteurs français impliqués dans la lutte contre la DDTS

Annexe financière unifiée soumise à la CNUCLD

## Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives afin d'augmenter la participation des OSC et des IST aux projets et programmes liés à la DDTS ?

Oui

Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour promouvoir la participation des OSC et des IST aux processus liés à la Convention.

Conformément à la stratégie française en matière de lutte contre la désertification adoptée en 2007, et afin de faciliter l'implication de la société civile du Nord et du Sud ainsi que celle de la recherche, les pouvoirs publics français ont développé des partenariats solides et travaillent de manière concertée avec le Groupe de Travail Désertification (GTD) et le Comité Scientifique Français Désertification (CSFD).

Le GTD est une plateforme des OSC françaises de solidarité internationale mobilisées dans le domaine de la lutte contre la désertification et de la gestion des ressources naturelles est animée par l'ONG CARI (Centre d'Action et de Réalisations Internationales). Le GTD est membre actif de plusieurs réseaux de la société civile et notamment le Réseau Sahel Désertification (ReSaD) et Drynet. Les activités du GTD permettent d'appuyer la concertation avec la société civile à tous les niveaux, notamment en favorisant la participation de la société civile du nord et du Sud aux débats internationaux et en renforçant ses capacités par des formations appropriées. Le GTD contribue par ailleurs au renforcement des échanges entre scientifiques et organisations de la solidarité internationale et à la sensibilisation de l'opinion publique française, des ONG et des organisations de la solidarité internationale, des collectivités locales aux enjeux de la lutte contre la désertification (LCD). Il constitue un réseau de diffusion majeur des informations sur les enjeux de la LCD.

Le CSFD est un comité est composé d'experts français issus de différentes disciplines scientifiques travaillant sur les problématiques de désertification, dégradation des terres et sécheresse (DDTS). Le CSFD produit, diffuse et valorise les connaissances scientifiques auprès de différents publics. Il guide et conseille les décideurs politiques et les acteurs de la société civile français et des pays affectés. Il représente l'organe scientifique du GTD et participe activement aux travaux qui y sont menés. Le CSFD permet ainsi d'accroître la mobilisation des scientifiques et experts français et francophones dans tous les débats internationaux pour faire émerger les thématiques de la LCD et favoriser la diffusion de

connaissances. Le CSFD contribue par ailleurs à développer des thématiques de recherche communes et nouvelles.

Cet indicateur met aussi en évidence l'implication des collectivités locales françaises (villes, départements, régions, etc.) dans des actions répondant aux objectifs de la CNUCLD. Celles-ci sont impliquées dans des partenariats de coopération décentralisée avec des collectivités locales des pays affectés par la désertification et la dégradation des terres, dans une logique d'appui à la décentralisation et à la prise en charge par ces collectivités territoriales de leurs nouvelles compétences (développement économique, aménagement du territoire, gestion du foncier et des ressources naturelles). Nous n'avons répertorié ici que les partenariats de coopération décentralisée bénéficiant d'un cofinancement du ministère français des Affaires étrangères et du développement international. Limite méthodologique : Cet indicateur a été constitué à partir de l'annexe financière et peut donc minorer le nombre d'OSC et d'IST participant aux processus liés à la Convention.

IST françaises impliquées dans les programmes/projets liés à la DDTS dans les pays touchés en 2012-2013:

- Agrocampus de Rennes - Institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage
- AgroParistech - Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement
- BIOTOPE
- BRGM Bureau de Recherches Géologiques et Minières
- BRL Ingenierie
- CESBIO - Centre d'Études Spatiales de la Biosphère
- Cirad - La recherche agronomique pour le développement
- CNES - Centre National d'Études Spatiales
- CNRS - Centre National de la Recherche Scientifique
- Ecole des Mines d'Albi
- EHESS - École des Hautes Études en Sciences Sociales
- ENSAR - Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Rennes
- Fondation de la Tour du Valat
- FRB - Fondation française pour la Recherche sur la Biodiversité
- FRM - Forêt ressource management
- IAM.M - Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier
- Inra - Institut National de la Recherche Agronomique
- IRAM - Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de développement
- IRD - Institut de recherche pour le développement
- IRMC Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain
- Irstea - Institut national de recherche en sciences pour l'environnement et l'agriculture
- ITECA - Institut de Technologie et d'Animation
- Montpellier SupAgro – Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques
- ONFI - ONF International
- Oréade-Brèche
- TERE France - Terre Environnement Aménagement
- UAPV - Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse
- Université de Provence
- Université de Reims
- Université Lyon3 - Jean Moulin
- UPMC - Université Pierre et Marie Curie
- UVSQ - Université de Versailles-Saint Quentin-en-Yvelines

OSC françaises impliquées dans des programmes/projets liés à la DDTS dans les pays touchés en 2012-2013:

- ACTED - Agence pour la coopération technique et le développement
- ACF - Action Contre la Faim
- ActionAid
- ADIE International - Association pour le Droit à l'Initiative Economique International
- Afdi – Agriculteurs français et développement international

- AFEID - Association Française pour l'Eau, l'Irrigation et le Drainage
- AFPS - Association France Palestine Solidarité
- Afrique verte
- Agrisud International
- AGRISUD International
- aGter - Améliorer la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles
- AGTER - Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles
- Alliance franco-malienne
- Altermondes
- AMISEY - Association de Médiateurs Interculturels Socio-éducatifs des Yvelines
- Animafac
- APDRA - Association "Pisciculture paysanne"
- ASODIA - Association Sud Ouest pour le Développement International Agricole
- Association 4D
- Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique
- Association Etc Terra
- Association FERT
- Association Frères des hommes
- Association GEVALOR
- Association Ille et Vilaine Mopti
- Association Internationale Forêts Méditerranéennes
- Associations de migrants
- ATIBT - Association Technique Internationale des Bois Tropicaux
- ATTAC
- AVSF - Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
- Bolivia Inti-Sud Soleil
- CARE France
- CARI - Centre d'actions et de réalisations internationales
- Caritas
- CCFD-Terre Solidaire - Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire
- Centre international de droit comparé de l'environnement
- CFSI - Comité Français pour la Solidarité Internationale
- CICR - Comité international de la Croix-Rouge
- CIDR - Centre International de Développement et de Recherche
- CIMADE - Service Oecuménique d'Entraide
- Confédération Paysanne
- Conservation International
- Coordination Sud
- CORELSO - Comité pour le respect des droits de l'homme au Sahara Occidental
- CRID - Centre de Recherche et d'Information pour le Développement
- DANAYA
- Eau Vive
- ENDA
- ESSOR
- Etudiants & Développement
- Fédération Artisans du Monde
- Fert - Formation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre
- Fondation de France
- FONDATION GOODPLANET
- Fondation IGF - Fondation Internationale pour la Gestion de la Faune
- Fondation ProYungas
- FORIM - Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations
- France Amérique Latine
- France Volontaires
- FSU - Fédération Syndicale unitaire
- GERES - Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités
- Glane Développement
- GRDR - Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural Migration, Citoyenneté, Développement
- GRET - Groupe de Recherches et d'Échanges Technologiques

- GROUPE DEVELOPPEMENT-ACTING FOR LIFE
- GTD - Groupe de Travail Désertification
- Homme & Environnement
- ID - Initiative développement
- Inter Aide
- Inter-réseaux
- IPAM - Réseau Initiatives Pour un Autre Monde
- IRAM - Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de développement
- IRCOD - Institut Régional de Coopération-Développement
- les Amis de No Vox
- les Petits Débrouillards
- LPDD - Les Puits du Désert
- MADERA - Mission d'Aide au Développement des Economies Rurales en Afghanistan (France)
- Médecins du monde
- Migrations et Développement
- Noé Conservation
- Oxfam France
- Peuples Solidaires
- Planète Urgence
- PlanetFinance
- Programme Solidarité Eau
- Pro-Natura International
- PU-AMI - Première Urgence – Aide Médicale Internationale
- Réseau Foi et Justice
- RITIMO - réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable
- SCF - Sahara Conservation Fund (section France)
- Secours Catholique / Caritas France
- Secours Islamique
- SI - Solidarités International
- SILVA, Arbres Forêts et Sociétés
- SNES - Syndicat national des enseignements de second degré
- Solidarité Laïque
- Solidarité Tiers Monde
- Solidarités International
- SOS ESF - Enfants Sans Frontières
- SOS SAHEL International France
- Syndicat CGT
- TGH - Triangle Génération Humanitaire
- UICN - Union internationale pour la conservation de la nature
- Union Syndicale Solidaires
- UNMFREO - Union Nationale des Maisons Familiales Rurales
- World Federation of UNESCO Clubs, Centres and Associations
- WWF - Organisation mondiale de protection de l'environnement - Section France
- Agence de l'Eau Seine-Normandie
- CASQY - Communauté d'Agglomération de Saint Quentin en Yvelines
- Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise
- Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yveline
- Communauté d'agglomération d'Evry Centre Essonne
- Communauté d'agglomération du Sud-Est Toulousain (Sicoval)
- Communauté d'agglomération Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- Communauté de communes de l'Aurence
- Communauté de communes de Montrevel en Bresse
- Communauté de communes du Pays Melusin
- Communauté de communes du Val de Drôme
- Communauté de Communes du Vouglaisien
- Communauté de communes Paimpol Goelo
- Communauté de communes Sainte Maure de Touraine
- Communauté de communes Vallée de l'Hérault
- Commune de Castres
- Commune d'Aubusson
- Commune d'Ivry-sur-Seine

- Commune d'Angoulême
- Commune de Le Soler
- Commune de Bessines
- Commune de Bessines-sur-Gartempe
- Commune de Cergy
- Commune de Cherbourg-Octeville
- Commune de Cholet
- Commune de Clermont-Ferrand
- Commune de Coignières
- Commune de Commercy
- Commune de Coulaines
- Commune de Etival les le Mans
- Commune de Fosses
- Commune de Guéret
- Commune de Guyancourt
- Commune de Juvisy sur Orge
- Commune de La Talaudière
- Commune de Le Gesnet St Isle
- Commune de Lenclôtre
- Commune de Lille
- Commune de Maurepas
- Commune de Moncoutant
- Commune de Montgeron
- Commune de Montreuil-Sous-Bois
- Commune de Pontcharra
- Commune de Queven
- Commune de Saint Hippolyte
- Commune de Saint Jacques sur Darnetal
- Commune de Saint Maximin
- Commune de Sainte-Maure de Touraine
- Commune de Saint-Junien
- Commune de Saint-Laurent Blangy
- Commune de Solignac
- Commune de Toulouse
- Commune de Tremblay en France
- Commune de Tulle
- Commune d'Ussel
- Conseil général de Dordogne
- Conseil Général de l'Hérault
- Conseil Général de la Meuse
- Conseil général de la Vienne
- Conseil général de l'Eure
- Conseil Général de l'Isère
- Conseil général de Saône-Et-Loire
- Conseil général des Côtes d'Armor
- Conseil général des Hautes-Pyrénées
- Conseil général des Hauts de Seine
- Conseil général des Pyrénées-Atlantiques
- Conseil général des Yvelines
- Conseil Général du Pas-de-Calais
- Conseil Général Essonne
- Conseil Régional Aquitaine
- Conseil Régional Basse Normandie
- Conseil régional d'Ile de France
- Conseil régional de Bretagne
- Conseil régional de Champagne Ardenne
- Conseil régional de Midi-Pyrénées
- Conseil régional de Poitou-Charentes
- Conseil régional de Provence Alpes-Côte d'Azur
- Conseil Régional du Centre
- Conseil régional du Limousin



- Conseil régional du Nord-Pas de Calais
- Département du Haut-Rhin
- Département du Nord
- Fédération nationale des communes forestières
- Lille métropole communauté urbaine
- Mairie de Barentin
- Mairie de Bois Guillaume Bihorel
- Mairie de Canteleu
- Mairie de Forges les eaux
- Mairie de Harfleur
- Mairie de la Neuville Chant d'Oisel
- Mairie de Mont Saint Aignan
- Mairie de Montivilliers
- Mairie de Yvetot
- Parc National des Pyrénées
- Parc régional de la Narbonnaise
- Région Auvergne
- Région Midi-Pyrénées
- SEDIF (syndicat des eaux d'Ile de France)
- Syndicat mixte du Pays Bourian

## CONS-O-4

Nombre et type d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les organisations de la société civile (OSC) et les institutions scientifiques et technologiques (IST) dans le domaine de l'éducation

## Objectif général

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST en matière d'éducation dans des programmes d'aide au développement

Année	Nombre d'initiatives des OSC	Nombre d'initiatives des IST
2008		
2009		
2010		
2011		
2012		
2013		
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations


Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives visant à augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en œuvre par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation ?

Oui

Non

Décrivez brièvement les actions menées au niveau de l'aide au développement pour augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation ou fournissez toute autre information complémentaire.

En dépit du nombre importants d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les organisations de la société civile (OSC) et les institutions scientifiques et technologiques (IST) dans le domaine de l'éducation en France (cf exemples ci-dessous), nous ne sommes pas en mesure de renseigner cet indicateur. Le travail d'enquête auprès de l'ensemble des OSC et IST potentiellement concerné constituerait en effet un investissement en temps trop conséquent.

Nous comprenons par ailleurs que les initiatives d'éducation au développement durable réalisées par un certain nombre d'OSC et d'IST françaises dans les pays affectés ne sont pas demandés dans le rapport des pays développés et seront directement rapportés par les pays affectés.

Exemples d'initiatives menées en France :

- De nombreux modules d'enseignement en lien avec les thèmes de la DDTS sont prévus au sein de cursus officiels dispensés par des universités et autres écoles supérieures françaises.
- Des actions d'éducation au développement durable sont prises en charge par un certain nombre d'OSC françaises, auprès d'établissements éducatifs formels ou dans le cadre de programmes d'enseignement informels.

En 2012 :

- GTD - Sensibilisation milieu scolaire (200 enfants) - Hérault
- GTD - Sensibilisation Enfants au forum mondial de l'eau
- GTD - Journée d'échange "Agriculture paysanne et changement climatique" 12 juin 2012 à Montpellier
- Danaya - 28 novembre 2012 : Intervention de Bernard Terris à l'université d'Evry dans le cadre de la formation des étudiants en solidarité internationale.
- Danaya - 6 décembre 2012 : Intervention de Bernard Terris à l'université d'Evry dans le cadre de la formation des étudiants en solidarité internationale.
- Projet « Susciter, accompagner et valoriser l'engagement responsable des étudiants et des jeunes actifs dans la SI et l'EADSI »
- Projet « Ensemble, les paysans du Sud et du Nord relèvent le défi alimentaire »
- GTD - Publication "Lutte contre la désertification. Comment le plaidoyer renforce l'action"
- CSFD - Publication "Dossier thématique N°9 « Pastoralisme en zone sèche »"
- Séminaire sur le développement des zones arides, la dégradation des terres et l'adaptation : Université du Havre, pour les enseignants du secondaire de l'académie de Rouen, 21/4/12
- Séminaire dans le cadre du Master « développement économique » : CERDI, Université de Clermont 1, 22/3/12 ;
- Séminaire dans le cadre du CEMOTEV, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, 18/11/12 ;
- Séminaire dans le cadre du Master à Agroparistech le 3/12/12 ;
- Séminaire dans le Master « Développement territorial et projets » à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier: Services des écosystèmes, développement des zones sèches et dégradation des terres
- Séminaire dans le cadre du Master 2 Sciences politiques, spécialité « opérateurs en coopération, solidarité internationale et développement de l'Université de Montpellier 1 : La convention des Nations Unies de lutte contre la désertification, mécanismes et stratégie décennale.
- Agropolis International - Atelier « Gestion durable de l'eau en agriculture » - 18 décembre 2012
- Agropolis International - Séminaire eau et sécurité alimentaire en Méditerranée

En 2013 :

- Projet « Renforcement de la structuration des ONG françaises au sein de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination Sud »
- projet « Renforcement des capacités des organisations françaises et des partenaires du Sud et de l'Est à participer aux débats nationaux et internationaux sur le développement et la solidarité internationale par leur participation au Forum Social Mondial 2013 à Tunis »
- Projet « Sensibilisation, éducation et accompagnement des acteurs de l'enseignement agricole au développement rural et à la solidarité internationale »
- GTD - Collection marque-pages Désertification pour sensibilisation grad public
- GTD/Resad - Formation "plaidoyer"
- CARI/Raddo - Jeu OASIS pour diffusion au grand public
- GTD - Publication "Agroécologie, une transition vers des modes de vie et de développement viables.

### Paroles d'acteurs"

- GTD - Atelier "Agroécologie et territoires: vers un outil d'accompagnement"
- CSFD - Publication "Dossier thématique « Carbone et Désertification »"
- Séminaire "Rendez-vous scientifique autour de l'agroécologie : l'agroécologie pour nourrir le monde et lutter contre la désertification ; réflexions et expériences concrètes en Afrique subsaharienne / P.F. Pret & M. Gabeloux (Terre&Humanisme)
- Agropolis International - Atelier scientifique "Biodiversité et Résilience des agroécosystèmes", en amont de la conférence Resilience 2014
- Agropolis International - Rendez-vous scientifique autour de l'agroécologie : "Alternatives agroécologiques pour améliorer la tolérance à la sécheresse et à la salinité": expérience d'association de cultures avec le quinoa en zone aride du Chili, Didier Bazille, UPR Green, Cirad
- Agropolis International - Séminaire « Enjeux et perspectives des recherches transméditerranéennes », organisé dans le cadre du programme de l'Agence nationale de la Recherche (ANR) « Etudes transdisciplinaires sur l'avenir de la Méditerranée (TRANSMED) »
- Agropolis International - Séminaire "Atelier de capitalisation et de prospective du programme d'Appui Multi-pays pour l'agro-écologie"

## CONS-O-6

Nombre d'accords de partenariat conclus dans le cadre de la Convention entre des pays développés Parties / les Nations Unies, les OIG et les pays touchés Parties

## Objectif général

Accords de partenariat actifs liés à la CNULCD dans chaque pays touché Partie

≥ 2

2014

Contribution nationale à l'objectif global : nombre d'accords de partenariat avec des pays touchés Parties en cours de mise en œuvre pendant la période de référence

Année	Nombre d'accords de partenariat
2008	
2009	
2010	
2011	
2012	7
2013	12
2014	
2015	
2016	
2017	
2018	

## Évaluation qualitative

Citez les accords de partenariat conclus par votre pays au cours de la période de référence ainsi que les pays et/ou sous-régions et régions touchés bénéficiaires (ajoutez autant de lignes que nécessaire) :

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Afrique du Sud (2010-2013)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	South Africa

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Ethiopie (2011-2013)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Ethiopia

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Haïti (2008-2012)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Haiti

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Liban (2008-2012)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Lebanon

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) République centrafricaine (2010-2013)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Central African Republic

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Congo (2008-2012)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Congo

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Mauritanie (2013-2015)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Mauritania

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Burundi (2013-2015)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Burundi

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Comores (2013-2014)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Comoros

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Ghana (2013-2016)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Ghana

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Sénégal (2013-2017)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Senegal

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Burkina Faso

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Burkina Faso

Accord de partenariat :

Document cadre de partenariat (DCP) Niger (2013-2016)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Niger

Accord de partenariat :

Document de partenariat européen pour le Laos

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Lao People's Democratic Republic

Accord de partenariat :

Document de partenariat européen pour l'Ethiopie

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Ethiopia

Votre pays prévoit-il de conclure un ou plusieurs accord(s) de partenariat avec un ou plusieurs pays touché(s) Partie(s) ?

Oui

Non

Fournissez toute information complémentaire pertinente (p. ex. soutien reçu par les institutions liées à la Convention, principales difficultés rencontrées lors de la conclusion des accords de partenariat, lien avec les cadres d'investissement intégrés, etc.).

Depuis 2005, le Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID) a mis en place un instrument de programmation de son aide dans les pays de la zone de solidarité prioritaire : le Document Cadre de Partenariat (DCP). Ce document, cosigné avec les pays partenaires, définit, sur la base de la stratégie de développement et des priorités du pays bénéficiaire et en tenant compte de la division du travail entre bailleurs, les secteurs d'intervention prioritaires de l'aide française bilatérale.

Par ailleurs, depuis 2012, la France est partie prenante dans un instrument de programmation européen : le document de partenariat européen.

Les Documents Cadres de Partenariats (DCP) et documents de partenariat européen ont été privilégiés pour la mise en œuvre des objectifs de la CNULD car ils constituent des cadres d'action plus larges et donc favorables à la mise en place d'une stratégie intégrée de lutte contre la désertification (approche multisectorielle).

Ainsi, cet indicateur répertorie les DCP établis entre la France et les pays affectés par la DDTS et les documents de partenariat européen co-signé par la France et les pays affectés, en cours de mise en œuvre au cours de la période 2012-2013, et qui prennent en compte la thématique de la gestion durable des ressources naturelles et des terres, à travers les secteurs d'intervention prioritaires suivants : « eau et assainissement » (avec une entrée « eau agricole »), « agriculture et sécurité alimentaire », « protection de l'environnement et la biodiversité ».

Plus d'informations sur la page dédiée aux DCP du site Internet du ministère français des Affaires étrangères et du Développement international :  
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement-1060/les-principes-de-l-aide-francaise/article/transparence-de-l-aide>

Sources des informations

MAEDI - Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international



## CONS-O-7

Nombre d'initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, ou nombre de mécanismes de mise en œuvre conjointe, à tous les niveaux.

## Objectif général

Chaque pays Partie touché a mis en place soit un plan national conjoint, soit un ou des mécanismes fonctionnels pour assurer les synergies entre les trois conventions de Rio.

2014

## Contribution nationale à l'objectif global

Année	Nombre de plans/programmes synergiques	Nombre de mécanismes de mise en œuvre conjointe
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	26	3
2013	12	5
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

## Évaluation qualitative

Citez les initiatives de planification/programmation synergique des trois conventions de Rio ou les mécanismes de mise en œuvre conjointe ayant bénéficié d'un soutien technique et/ou financier dans votre pays au cours de la période de référence ainsi que les pays et/ou sous-régions et régions touchés bénéficiaires (ajoutez autant de lignes que nécessaire) :

Initiatives et/ou mécanismes :

Réunion point focaux français des trois conventions de Rio

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Global	

Initiatives et/ou mécanismes :

Cadre stratégique 2013-2014 du FFEM

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Global	

Initiatives et/ou mécanismes :

Cadre d'intervention transversal (CIT) de l'Agence Française de développement (AFD) "Biodiversité"

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Global	

Initiatives et/ou mécanismes :

Assistance technique à l'Organisation du Sahara et du Sahel (OSS)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Algeria
Country	Germany
Country	Benin
Country	Burkina Faso
Country	Canada
Country	Cape Verde
Country	Côte d'Ivoire
Country	Djibouti
Country	Egypt
Country	Eritrea
Country	Ethiopia
Country	France
Country	Gambia
Country	Guinea-Bissau
Country	Italy
Country	Kenya
Country	Libyan Arab Jamahiriya
Country	Mali
Country	Morocco
Country	Mauritania
Country	Niger
Country	Nigeria
Country	Uganda
Country	Senegal
Country	Somalia
Country	Sudan
Country	Switzerland
Country	Chad
Country	Tunisia

Initiatives et/ou mécanismes :

Appui technique au Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) (centre Régional AC

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Benin
Country	Burkina Faso
Country	Cape Verde
Country	Côte d'Ivoire
Country	Gambia
Country	Guinea
Country	Guinea-Bissau
Country	Mali
Country	Mauritania
Country	Niger
Country	Senegal
Country	Chad
Country	Togo

Initiatives et/ou mécanismes :

Approche Spatiale et gestion intégrée des Milieux et Sociétés

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Region	Latin American and the Caribbean

Initiatives et/ou mécanismes :

Approche Spatiale et gestion intégrée des Milieux et Sociétés

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Global	

Initiatives et/ou mécanismes :

Appui à la structuration de la gomme arabique au Soudan et au Tchad

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Chad
Country	Sudan

Initiatives et/ou mécanismes :

Appui aux ONG française pour la Commission "Climat et développement"

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Global	

Initiatives et/ou mécanismes :

Appuyer la gestion durable des forêts turques dans la perspective de préserver le patrimoine biodiversité

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Turkey

Initiatives et/ou mécanismes :

Biodiversité des Organismes du Sol

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Global	

Initiatives et/ou mécanismes :

Biodiversité et Écologie

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Global	

Initiatives et/ou mécanismes :

C2D/Conservation des Ressources Naturelles

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Côte d'Ivoire

Initiatives et/ou mécanismes :

Connaissance de la Biodiversité

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Region	Latin American and the Caribbean

Initiatives et/ou mécanismes :

Contribution AFD-ACCORD CADRE FRANCE UICN

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Global	

Initiatives et/ou mécanismes :

Contribution de l'AFD à l'Accord Cadre UICN - 2013-2016

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Global	

Initiatives et/ou mécanismes :

Corridors socio-écologiques dans la steppe Massaï et la Vallée du Rift au nord de la Tanzanie

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	United Republic of Tanzania

Initiatives et/ou mécanismes :

Démarche d'aménagements innovants des bassins versants et sécurisation des productions agricoles en

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Haiti

Initiatives et/ou mécanismes :

Évolution du Climat et de l'Environnement

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Morocco

Initiatives et/ou mécanismes :

Évolution du Climat et de l'Environnement

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Cameroon

Initiatives et/ou mécanismes :

Évolution du Climat et de l'Environnement

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Benin

Initiatives et/ou mécanismes :

Évolution du Climat et de l'Environnement

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Kenya

Initiatives et/ou mécanismes :

Évolution du Climat et de l'Environnement

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Mali

Initiatives et/ou mécanismes :

Évolution du Climat et de l'Environnement

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Niger

Initiatives et/ou mécanismes :

Évolution du Climat et de l'Environnement

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Senegal

Initiatives et/ou mécanismes :

Évolution du Climat et de l'Environnement

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Subregion	Western Africa

Initiatives et/ou mécanismes :

Évolution du Climat et de l'Environnement

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Brazil

Initiatives et/ou mécanismes :

Évolution du Climat et de l'Environnement

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Region	Latin American and the Caribbean


Initiatives et/ou mécanismes :

Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Senegal

Initiatives et/ou mécanismes :

Gomme Arabique : Soutenir une filière en expansion grâce à un Projet de Renforcement des Capacités 

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Chad

Initiatives et/ou mécanismes :

Gouvernance des Écosystèmes Exploités

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Niger

Initiatives et/ou mécanismes :

Initiative genre, agriculture et gestion des risques climatiques (GARIC)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Niger

Initiatives et/ou mécanismes :

Partenariat pour la gestion durable de la biodiversité sahélo-saharienne de la Réserve Naturelle Nationale

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Niger

Initiatives et/ou mécanismes :

Programme d'appui à la sécurisation et à la gestion intégrée des ressources agro-pastorales au Nord Cameroun

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Cameroon

Initiatives et/ou mécanismes :

Programme d'appui au fonds Livelihoods

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Global	

Initiatives et/ou mécanismes :

Programme de gestion intégrée des bassins versants de Kandadji

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Niger

Initiatives et/ou mécanismes :

Programme de Petites Initiatives (PPI) pour les Organisations de la Société Civile (OSC) en Afrique du Nord

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Algeria
Country	Morocco
Country	Libyan Arab Jamahiriya
Country	Tunisia



Initiatives et/ou mécanismes :

Programme Holistique de Conservation des Forêts à Madagascar

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Madagascar

Initiatives et/ou mécanismes :

Programme Petites Initiatives 4

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Madagascar
Country	Mozambique
Subregion	Central Africa
Subregion	Western Africa

Initiatives et/ou mécanismes :

Programme REDD+ intégré dans la région forestière du Sud-Ouest de la République Centrafricaine

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Central African Republic

Initiatives et/ou mécanismes :

Projet de Gestion Durable de la Forêt du Hunan

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	China

Initiatives et/ou mécanismes :

Ressources Hydriques

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Subregion	South Asia

Votre pays prévoit-il de soutenir un ou plusieurs pays touché(s) Partie(s) et/ou sous-région(s) / région(s) pour la mise en œuvre des instruments synergiques ?

Oui Non

Fournissez toute information complémentaire pertinente (p. ex. description des instruments synergiques mis en œuvre dans votre pays, soutien reçu par les institutions liées à la Convention, principales difficultés rencontrées lors de la mise en place d'initiatives de planification/ programmation synergique pour les trois conventions de Rio ou les mécanismes de mise en œuvre conjointe, etc.).

Plusieurs actions et mécanismes opérationnels liés à la coopération bilatérale française participent au renforcement des synergies entre les enjeux climat, biodiversité et désertification, au travers :

- Des projets/programmes AFD qui privilégient une approche sectorielle pour lutter contre la DDTs en prenant également en compte les enjeux liés à la biodiversité et/ou climat. Citons entre autres :
  - Projet « Programme Holistique de Conservation des Forêts à Madagascar »
  - Projet « C2D/Conservation des Ressources Naturelles »
  - Projet « Appuyer la gestion durable des forêts turques »
  - etc.
- Des thématiques de concentration identifiées dans le cadre stratégique 2013-2014 du FFEM, notamment l'agriculture durable. Cette thématique permet de défendre une approche globale des enjeux d'agriculture durable, dans le but de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

Par ailleurs, la France soutient, financièrement et techniquement, des organisations régionales et sous-régionales africaines impliquées dans la gestion des ressources naturelles de plusieurs pays affectés :

- L'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) qui intervient en appui de ses Etats membres circum-sahariens et de leurs organisations régionales, pour renforcer leurs capacités à produire/gérer/partager l'information utile à la gestion durable des ressources naturelles (eaux, sols), à la lutte contre la désertification, et à l'adaptation aux effets du changement climatique.
- Le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) qui a pour mission d'appuyer et de coordonner au niveau régional (Afrique de l'Ouest) la mise en œuvre de stratégies, politiques et programmes en matière de sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources naturelles, de maîtrise de l'eau et de fonctionnement des marchés agricoles.

Dans le cadre de l'exécution de leurs missions, ces organisations :

- favorisent le renforcement des capacités et la mise en dialogue des équipes en charge du suivi des Conventions de Rio ;
- interviennent en appui de leurs pays membres dans le cadre de la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux d'adaptation au changement climatique (PANA) et de leurs plans d'action nationaux de lutte contre la désertification (PAN-LCD), en privilégiant une logique de mise en synergie des efforts et des acteurs ;
- s'inscrivent dans une approche intégrée des enjeux environnementaux et de leur prise en compte dans les politiques nationales et sous-régionales sectorielles (eau, agriculture, etc.) et dans les stratégies de développement.

De plus, travaillant à l'échelle d'une ou de plusieurs sous-régions, ces institutions appuient ou mettent en œuvre l'élaboration de plans d'action sous-régionaux de lutte contre la désertification ou d'adaptation aux changements climatiques favorisant l'harmonisation des méthodes et l'échange d'expériences.

Les principales difficultés rencontrées lors de la mise en place de ces initiatives ou mécanismes de mise en œuvre conjointe des trois conventions de Rio sont liées à : la formulation d'une demande par les pays affectés, au cloisonnement des PAN relatifs aux conventions de Rio, et à la diversité des acteurs concernés et des niveaux d'intervention.

Veillez ne répondre aux questions ci-dessous que si votre pays a soutenu la mise en œuvre d'un ou de plusieurs instrument(s) synergiques dans un (des) pays touché(s) au cours de la période de référence

## Évaluation qualitative

Si votre pays a soutenu des initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, précisez le type d'initiative(s) conjointe(s) :

- Évaluation des plans nationaux et identification des écarts de synergies
- Identification des secteurs et politiques nationaux susceptibles de bénéficier des synergies et de la coopération
- Révision des politiques nationales visant à renforcer la coopération et les synergies
- Renforcement des capacités institutionnelles et scientifiques et de la sensibilisation des parties prenantes concernées
- Autre

Si votre pays dispose de mécanismes de mise en œuvre conjointe, précisez le type de mécanisme(s) :

- Réunions périodiques entre les centres de liaison nationaux et les équipes des centres de liaison nationaux des conventions de Rio
- Un comité national de coordination pour la mise en œuvre des conventions de Rio
- Coordination au niveau national des synergies en matière d'établissement de rapports au titre des conventions de Rio
- Autre

Assistance technique aux initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio

MAEDI - Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international

Annexe financière unifiée soumise à la CNULD

## Sources des informations

## CONS-O-8

Nombre de pays Parties, d'entités sous-régionales et régionales touchés ayant mis en place et appuyé un système national/sous-régional/régional de suivi de la DDTS.

## Objectif général

Pourcentage de pays Parties, d'entités sous-régionales et régionales touchés communiquant des informations ayant mis en place et soutenu des systèmes de suivi national de la DDTS.

≥ 60 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général : nombre de systèmes de suivi mis en place dans les pays Parties et/ou sous-régions/ régions touchés avec le soutien technique et/ou financier de votre pays

Année	Systèmes de suivi spécifiquement consacrés à la DDTS	Systèmes de suivi couvrant partiellement la DDTS
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	5	8
2013	3	5
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations

Annexe financière unifiée soumise à la CNULD

MAEDI - Ministère français des Affaires étrangères et du développement international

Bases de données "projets" en ligne de l'Agence Française du Développement (AFD)

Bases de données "projets" en ligne du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)

Veuillez ne répondre aux questions ci-dessous que si votre pays a soutenu un ou plusieurs système(s) de suivi

## Évaluation qualitative

Citez les systèmes de suivi ayant reçu un soutien technique et/ou financier de votre pays au cours de la période de référence ainsi que les pays et/ou sous-régions et régions touchés bénéficiaires (ajoutez autant de lignes que nécessaire) :

Systèmes de suivi:

Renforcement des capacités et accès aux données satellitaires pour le suivi des forêts en Afrique Centra

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Subregion	Central Africa
Subregion	Western Africa

Systèmes de suivi:

Assistance technique au Centre Africain des Applications Météorologiques pour le Développement (ACMA

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Region	Africa

## Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances

Systèmes de suivi:

Suivi de la ressource en eau et outil prospectif sur le bassin du Fleuve Congo

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Cameroon
Country	Congo
Country	Central African Republic
Country	Democratic Republic of the Congo

Systèmes de suivi:

VigiRisc Afrique - Appui à la mise en place de systèmes de vigilance face au changement climatique en A

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Region	Africa

Systèmes de suivi:

Études préliminaires pour HYCOS-Sénégal (2011-2012)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Guinea
Country	Mali
Country	Mauritania
Country	Senegal

Systèmes de suivi:

OMERE (ORE) - Observatoire de Recherche en Environnement : Observatoire Méditerranéen de l'Environn

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	France
Country	Tunisia

Systèmes de suivi:

AMMA (ORE - Observatoire de Recherche en Environnement) Analyse Multidisciplinaire de la Mousson Af

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Mali
Country	Niger
Country	Benin

## Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances

Systèmes de suivi:

Réseau régional ROSELT/OSS et mise en place des Dispositifs Nationaux de Surveillance Environnementale

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Mali
Country	Niger
Country	Nigeria
Country	Algeria
Country	Benin
Country	Burkina Faso
Country	Mauritania
Country	Cape Verde
Country	Côte d'Ivoire
Country	Djibouti
Country	Egypt
Country	Eritrea
Country	Ethiopia
Country	Gambia
Country	Guinea-Bissau
Country	Kenya
Country	Libyan Arab Jamahiriya
Country	Morocco
Country	Uganda
Country	Senegal
Country	Somalia
Country	Sudan
Country	Chad
Country	Tunisia

Systèmes de suivi:

Amélioration de la résilience des populations sahéliennes aux mutations environnementales - REPSAHEL

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Subregion	Western Africa

## Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances

Systèmes de suivi:

Assistance technique au CILSS ( Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Benin
Country	Burkina Faso
Country	Cape Verde
Country	Côte d'Ivoire
Country	Gambia
Country	Guinea
Country	Guinea-Bissau
Country	Mali
Country	Mauritania
Country	Niger
Country	Senegal
Country	Chad
Country	Togo

Systèmes de suivi:

Programme régional de gestion durable des terres (PRGDT)

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Benin
Country	Burkina Faso
Country	Cape Verde
Country	Guinea
Country	Mali
Country	Mauritania
Country	Niger
Country	Senegal
Country	Togo

Systèmes de suivi:

Projet d'intégration de l'adaptation au changement climatique au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Subregion	Western Africa

## Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances

Systèmes de suivi:

Capacity Building in Data Administration for Assessing Transboundary Water Resources in the countries of

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Republic of Moldova
Country	Ukraine
Country	Afghanistan
Country	Kazakhstan
Country	Kyrgyzstan
Country	Tajikistan
Country	Turkmenistan
Country	Uzbekistan

Fournissez toute information complémentaire pertinente (p. ex. principales difficultés rencontrées, etc.).

La démarche utilisée pour renseigner cet indicateur a été la suivante :

- A partir de l'annexe financière soumise à la CNULCD, ont été extraits les projets/programmes ayant permis de soutenir la mise en place de systèmes de suivi nationaux/sous-régionaux/régionaux de la DDTS et/ou de l'environnement.
- La base de données en ligne des projets du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) a également été consultée ([www.ffem.fr/base-projets/listerProjets.action](http://www.ffem.fr/base-projets/listerProjets.action)) ainsi que celle de l'Agence Française de Développement ([http://www.afd.fr/home/projets\\_afd/](http://www.afd.fr/home/projets_afd/))
- Une consultation a été réalisée auprès des personnes en charge du suivi des dossiers « Eau », « Adaptation aux changements climatiques » et « forêt » au sein du ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI).

Difficultés rencontrées : Pour les systèmes établis aux niveaux régional et sous-régional, difficultés liées à l'échange et au partage des données entre États et à l'appropriation institutionnelle des systèmes par les pays.

Concernant les réseaux et systèmes de partage des connaissances sur la DDTS :

Concernant les réseaux et systèmes de partage des connaissances sur la DDTS : Une consultation a été réalisée auprès des principaux acteurs français de la lutte contre la désertification pour identifier les systèmes de partage de connaissance pertinents au niveau national. Seuls les sites proposant des documents/informations de fond (partage des connaissances) sur la DDTS ont été sélectionnés pour renseigner cet indicateur.

## Systèmes de partage des connaissances

Citez tout système de partage des connaissances pertinent lié à la DDTS et ayant reçu un soutien technique et/ou financier de votre pays au cours de la période de référence, en indiquant un lien Internet et une estimation du nombre annuel d'utilisateurs (ajoutez autant de lignes que nécessaire).

Nom du système :

CSFD - Comité Scientifique Français de la Désertification (sit

Internet link:

[www.csf-desertification.org](http://www.csf-desertification.org)

Est. du nombre annuel d'utilisateurs :

250000



## Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances

Nom du système :	CSFD - Comité Scientifique Français de la Désertification (sit
Internet link:	<a href="http://www.csf-desertification.eu">www.csf-desertification.eu</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	60000
Nom du système :	Agroécologie - réseau du SCV (Semis direct sur couverture
Internet link:	<a href="http://agroecologie.cirad.fr/pampa_et_projets">http://agroecologie.cirad.fr/pampa_et_projets</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	16100
Nom du système :	Inter-réseaux Développement rural
Internet link:	<a href="http://www.inter-reseaux.org">www.inter-reseaux.org</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	264000
Nom du système :	Sécheresse
Internet link:	<a href="http://www.secheresse.info">www.secheresse.info</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	180000
Nom du système :	Portail "Foncier et développement"
Internet link:	<a href="http://www.foncier-developpement.fr">www.foncier-developpement.fr</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	42000
Nom du système :	ENDA Europe
Internet link:	<a href="http://enda-europe.org/">http://enda-europe.org/</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	130213
Nom du système :	PS-Eau
Internet link:	<a href="http://www.pseau.org">www.pseau.org</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	496453
Nom du système :	La médiathèque de l'IRD
Internet link:	<a href="http://www.ird.fr/la-mediatheque">www.ird.fr/la-mediatheque</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	
Nom du système :	CARI - Centre d'Actions et de Réalisations Internationales
Internet link:	<a href="http://www.cariassociation.org">www.cariassociation.org</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	10135
Nom du système :	SOS Sahel
Internet link:	<a href="http://www.sossahel.org">www.sossahel.org</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	190000
Nom du système :	GTD - Groupe de travail désertification
Internet link:	<a href="http://www.gtdesertification.org">www.gtdesertification.org</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	2249
Nom du système :	AVSF - Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
Internet link:	<a href="http://www.avsf.org/fr">www.avsf.org/fr</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	110000

## Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances

Nom du système :	AgriSud International
Internet link:	<a href="http://www.agrisud.org/fr">www.agrisud.org/fr</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	50000
Nom du système :	IRAM - Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes
Internet link:	<a href="http://www.iram-fr.org">http://www.iram-fr.org</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	24595
Nom du système :	GRET - Groupe de Recherches et d'Echanges Technologiques
Internet link:	<a href="http://www.gret.org">http://www.gret.org</a>
Est. du nombre annuel d'utilisateurs :	95000

## CONS-O-13

Nombre de pays, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant entrepris de renforcer leurs capacités de lutte contre la DDTS sur la base de l'Auto-évaluation nationale des capacités (AENC) ou d'autres méthodologies et instruments.

## Objectif général

Pourcentage des pays Parties affectés, des entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui mettent en œuvre des plans ou des programmes/projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS

≥ 90 %

## Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays soutient-il la mise en œuvre des plans ou des programmes/projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base de l'AENC ?

Oui Non 

Votre pays soutient-il la mise en œuvre des plans ou des programmes/projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base d'autres méthodologies et instruments visant à évaluer les besoins nationaux en matière de renforcement des capacités ?

Oui Non 

## Sources des informations

Annexe financière soumise à la CNULD

Acteurs français de la lutte contre la désertification

Veillez ne répondre aux questions ci-dessous que si votre pays a soutenu la mise en œuvre de plans ou de programmes/projets de renforcement des capacités spécifiques à la DDTS

## Évaluation qualitative

Citez les plans ou programmes/projets de renforcement des capacités spécifiques à la DDTS ayant reçu un soutien technique et/ou financier de votre pays au cours de la période de référence ainsi que les pays et/ou sous-régions et régions touchés bénéficiaires (ajoutez autant de lignes que nécessaire) :

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Renforcement des capacités du Ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et de l'Elevage

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Afghanistan

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet d'amélioration des services locaux d'appui au monde rural - PASLAM

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Myanmar

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

C2D/Programme d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage des administrations du secteur rural MINADER-MINEPIA

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Cameroon

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Susciter, accompagner et valoriser l'engagement responsable des étudiants et des jeunes actifs dans la

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	France

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Renforcement de la structuration des ONGs françaises au sein de la Commission Agriculture et Alimentation

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	France

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Renforcement des capacités des organisations françaises et des partenaires du Sud et de l'Est à participer

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	France

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

nergies entre acteurs du changement ouest-africains et français pour renforcer la capacité de l'agriculture

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	France
Subregion	Western Africa

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Sensibilisation, éducation et accompagnement des acteurs de l'enseignement agricole au développement

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	France

## Objectif opérationnel 4 : Renforcement des capacités

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Appui aux ONG française pour la Commission "Climat et développement"

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	France

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

C2D/PHASE II-Programme d'appui au développement local et à la décentralisation dans les régions de l'

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Mauritania

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Programme d'Appui aux Organisations Paysannes Africaines

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Benin
Country	Burkina Faso
Country	Côte d'Ivoire
Country	Mali
Country	Senegal
Country	Burundi
Country	Democratic Republic of the Congo
Country	United Republic of Tanzania
Country	Uganda
Country	Madagascar
Country	Zambia

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de renforcement de capacités et de synergies entre ONG africaines pour accroître leur portée, pére

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Benin
Country	Burkina Faso
Country	Cameroon
Country	Madagascar
Country	Mali
Country	Chad
Country	Togo

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Renforcement des capacités des exploitations familiales et structuration de services en zones rurales de

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Ethiopia
Country	Madagascar
Country	Malawi
Country	Sierra Leone

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Pour l'émergence d'un dialogue politique concerté sur la sécurité alimentaire dans des territoires transfr

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Burkina Faso
Country	Mali
Country	Mauritania
Country	Niger
Country	Senegal

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

3è programme d'actions concertées des oasis (PACO3) au Maghreb

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Mauritania
Country	Morocco
Country	Algeria
Country	Tunisia
Country	Chad
Country	Niger

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

PARM - Plate-forme pour la gestion des risques agricoles

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Global	

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Relever les défis alimentaire, écologique et climatique: renforcement d'organisations paysannes et d'orga

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Madagascar
Country	Comoros
Country	Burkina Faso
Country	Mali
Country	Niger
Country	Senegal
Country	Togo
Country	Haiti
Country	Guatemala
Country	Honduras
Country	Nicaragua
Country	Bolivia (Plurinational State of)
Country	Brazil
Country	Colombia
Country	Ecuador
Country	Peru
Country	Cambodia
Country	Lao People's Democratic Republic
Country	Viet Nam
Country	Mongolia

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Ensemble, les paysans du Sud et du Nord relèvent le défi alimentaire

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Benin
Country	Burkina Faso
Country	Cambodia
Country	Cameroon
Country	Côte d'Ivoire
Country	Guinea
Country	Madagascar
Country	Mali
Country	Senegal
Country	Togo
Country	Chad
Country	France

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Promotion de la participation des ménages paysans vulnérables aux politiques décentralisées de développement

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Rwanda

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Apprentissage en alternance dans les métiers para-agricoles

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Senegal

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Gomme Arabique : Soutenir une filière en expansion grâce à un Projet de Renforcement des Capacités

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Chad



## Objectif opérationnel 4 : Renforcement des capacités

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Le renforcement des coopératives rurales dans les gouvernorats de Salfit et Qalqilya - Cisjordanie

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Palestine

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de mise en place d'un dispositif d'accompagnement de promoteurs d'activités économiques dans

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Tunisia

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Programme Petites Initiatives 4

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Subregion	Western Africa
Subregion	Central Africa
Country	Madagascar
Country	Mozambique

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Programme de Petites Initiatives (PPI) pour les Organisations de la Société Civile (OSC) en Afrique du Nord

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Algeria
Country	Libyan Arab Jamahiriya
Country	Morocco
Country	Tunisia

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - La coopération décentralisée Bretagne-Pays de Loire-Guadeloupe/

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Haiti

## Objectif opérationnel 4 : Renforcement des capacités

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Appui aux structures locales pour le développement du district de T

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Madagascar

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Plan stratégique de dynamisation de l'Inter Collectivités Meraguem

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Mali

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Promotion et renforcement du rôle des femmes élues dans la gouvern

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Cameroon

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Appui à la mise en place d'une gouvernance intercommunale dans

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Haiti
Country	Benin

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Appui institutionnel au Programme Route de l'Eau

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Benin

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Accompagner l'élaboration des plans stratégiques de développeme

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Lebanon

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Diagnostic territorial et appui institutionnel du Cercle de Kéniéba

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Mali

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Appui au développement rural par la formation et le micro crédit

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Burkina Faso

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Coopération entre les villes d'Angoulême et de Ségou

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Mali

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Renforcement des compétences des acteurs locaux en gestion publique

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Senegal

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des acteurs locaux

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Mali

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Appui à la mise en place d'une gouvernance intercommunale dans

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Haiti

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Formation du personnel communal de la ville de Mopti au Mali et

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Mali

Plans ou programmes/projets de renforcement des capacités :

Projet de coopération décentralisée - Renforcer l'institution municipale de la Commune V du District de B

Bénéficiaire ::

Catégorie	Emplacement
Country	Mali
Country	Senegal

Votre pays prévoit-il de soutenir un ou plusieurs pays touché(s) Partie(s) et/ ou sous-région(s) / région(s) pour la mise en œuvre de plans ou programmes/projets de renforcement des capacités spécifiques à la DDTS?

Oui  Non

Fournissez toute information pertinente sur la taille, la portée, l'efficacité et le statut des initiatives mises en œuvre ou toute autre information complémentaire utile (par ex. mesures de soutien prévues, principales difficultés rencontrées, etc.).

Les projets/programmes dont l'objectif principal est le renforcement des capacités ont été sélectionnés à partir de l'annexe financière. Ils concernent :

- Le renforcement des capacités des organisations sous-régionales mobilisées sur les enjeux de gestion des ressources naturelles (eaux, sols)
- Le renforcement des capacités des structures/administrations nationales en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies et politiques sectorielles qui concernent la DDTS (développement agricole et rural, secteur forestier, secteur eau).
- Le renforcement des capacités des collectivités locales et des communautés rurales « affectées », dans le cadre du processus de décentralisation et pour la prise en charge de leurs nouvelles compétences (notamment dans les domaines du développement économique local, de l'aménagement du territoire, de la gestion du foncier et des ressources naturelles)
- Le renforcement des capacités des organisations professionnelles agricoles et, de manière générale, des organisations de la société civile qui interviennent en appui des agricultures paysannes
- Le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs impliqués dans le développement des filières agricoles dans les pays « affectés » (dans une logique de réduction des asymétries entre acteurs de la filière)

Les principales difficultés rencontrées sont liées à l'identification de l'ensemble des acteurs concernés, au turn-over des acteurs formés, à la faiblesse des ressources humaines et financières des représentativités locales et au manque de concertation entre secteurs et niveaux d'intervention.

## CONS-O-14

Nombre de pays Parties, d'entités sous-régionales et régionales touchés dont les cadres d'investissement, établis conformément à la stratégie de financement intégrée (SFI) définie par le Mécanisme mondial (MM) ou conformément à d'autres SFI, prévoient la mobilisation de ressources nationales, bilatérales et multilatérales pour lutter contre la DDTS

## Objectif général

Pourcentage de pays Parties, d'entités sous-régionales et régionales touchés communiquant des informations qui ont développé des cadres d'investissement intégrés (CII)

≥ 50 %

2014

## Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays a-t-il soutenu la mise en place d'un ou de plusieurs cadre(s) d'investissement intégrés ?

Oui Non 

## Sources des informations

MAEDI - Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international

Veuillez ne répondre aux questions ci-dessous que si votre pays a soutenu le développement d'un ou plusieurs CII

## Évaluation qualitative

Citez les cadres d'investissement intégrés ayant reçu un soutien technique et/ou financier de votre pays au cours de la période de référence ainsi que les pays et/ou sous-régions et régions touchés bénéficiaires (ajoutez autant de lignes que nécessaire) :

Cadres d'investissement intégrés :

Cadre d'investissement intégré pays du Burundi

Bénéficiaire :

Catégorie	Emplacement
Country	Burundi

Votre pays prévoit-il de soutenir un(e) ou plusieurs pays Partie(s) et/ou sous-région(s) / région(s) touché(s) pour la mise en place de cadres d'investissement intégrés ?

Oui Non 

Fournissez toute information pertinente sur la taille, la portée, l'efficacité et le statut des initiatives mises en œuvre ou toute autre information complémentaire utile (par ex. mesures de soutien prévues, principales difficultés rencontrées, etc.).

Les principales difficultés rencontrées sont liées à :

- L'opérationnalisation des cadres d'investissement sous forme de programmes ou projets de développement en appui à la GDT a tendance à mettre en avant les enjeux agricoles aux dépens des enjeux environnementaux et GRN (forêts). Cette difficulté devrait être résolue par l'adoption de l'approche « paysage »/ « territoire ».
- le lien avec le processus post-Compact du PDDAA ou d'autres cadres de planification sectoriel n'est pas clairement établi, notamment en terme de formulation des investissements. Or, les interventions GDT ont dans une grande mesure vocation à être déclinées au niveau des programmes sectoriels.
- La faible utilisation de ces cadres d'investissement (hors exception telle que l'Ethiopie)
- Absence de validation de certains cadres nationaux
- Difficulté de coordination des ministères concernés par la gestion durable des terres.

Identification

Code d'identification Précisez le Code d'identification (CI), le numéro ou l'acronyme attribué à l'activité financée (si connus)

Désignation de l'activité financée Précisez le nom ou le titre de l'activité, du projet, du programme, de l'organisation ou de l'initiative

Problèmes liés à la procédure de rapport

Ressources financières

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de ressources financières pour respecter les obligations de rapport de la CNULCD ? Oui  Non

Veillez fournir une estimation du montant investi sur le budget national de votre pays au cours du présent processus de rapports de la CNULCD

Année	Monnaie	Montant
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	EUR - Euro	
2013	EUR - Euro	10000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Ressources humaines

Veillez fournir une estimation du nombre de personnes de votre pays impliquées dans le processus de rapports de la CNULCD, et du nombre total de mois consacrés par ces personnes à ce processus

Année	Nombre de personnes	Nombre de mois
2008		
2009		
2010		
2011		
2012		
2013	20	2
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Connaissances

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de connaissances techniques et scientifiques pour satisfaire aux obligations de rapport de la CNULCD ? Oui  Non

Coordination

La coordination à l'échelle nationale avec les ministères d'exécution compétents a-t-elle été satisfaisante pour présenter des rapports de manière complète et cohérente ? Oui  Non

Adaptation des demandes spécifiques des décisions de la Conférence des Parties

Rapport sur certaines demandes spécifiques à la COP : processus itératif relatif aux indicateurs

Ne cochez les cases que si vous avez rencontré des problèmes lors de la présentation de rapports sur un ou plusieurs indicateurs de performance. En le faisant, cochez la case du ou des critère(s) e-SMART correspondant au problème rencontré.

	Économique	Spécifique	Mesurable	Réalisable	Pertinent	Limité dans le temps
CONS-0-1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
CONS-0-3	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-4	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
CONS-0-6	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-7	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-8	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-13	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-14	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Autres problèmes nationaux

Votre pays est-il confronté à tout autre problème spécifique à porter à l'attention de la Conférence des Parties ? Oui  Non

Dans l'affirmative, veuillez préciser à laquelle des catégories générales suivantes il appartient

- Cadre politique, législatif et/ou institutionnel
- Renforcement des capacités et sensibilisation
- Suivi et évaluation/recherche de la désertification/dégradation des terres et sécheresse et de la gestion durable des terres
- Mobilisation du financement/des ressources
- Gestion des connaissances et soutien décisionnel
- Participation, collaboration et réseautage
- Procédure de présentation de rapports et d'examen
- Autre

Précisez

Annexe financière :

- La notation des objectifs stratégiques et opérationnels de la CNULD est faite au moment de l'établissement du rapport à la CNULCD;
- Une assurance qualité pour le marquage des projets et programmes de coopération (marqueurs de Rio) reste à développer au niveau Français.
- La France intervient également dans le cadre de sa coopération multilatérale 1) auprès d'organisations ou de fonds intervenant dans des domaines liés à la DDTS (développement agricole et rural durable et préservation des ressources naturelles), et 2) via le canal de l'Union Européenne, la France étant notamment l'un des principaux contributeurs au Fonds Européen de Développement (FED). Les engagements financiers de la France à ces organismes multilatéraux, en 2012/2013, n'ont pas été comptabilisés dans l'annexe financière : en effet, il est difficile de connaître systématiquement la part exacte de l'action de ces organismes multilatéraux consacrée à la DDTS, et il ne semblait pas nécessairement pertinent d'effectuer une « ventilation sectorielle » de l'aide multilatérale pour pouvoir la comptabiliser au titre de nos engagements financiers en appui aux pays affectés par la DDTS. En revanche, la France souhaiterait valoriser ces montants significatifs en marge de l'annexe financière :

APPUI MULTILATERAL: Principaux montants engagés par la France en 2012 et 2013  
 - Contribution volontaire au PNUD - Programme des Nations Unies pour le Développement: 13 769



535 € en 2012 et 13 800 000 € en 2013

- Contribution obligatoire à la FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
23 000 000 € en 2012 et 23 000 000 € en 2013

- Contribution volontaire à la FAO: 3 900 000 € en 2012 (données non disponibles pour 2013)

- Contribution au PNUE - Programme des Nations Unies pour l'Environnement: 5 850 000 USD en  
2012 et 5 850 000 USD en 2013

- Contribution volontaire au FIDA - Fonds international de développement agricole: 11 000 000 € en  
2012 et 11 000 000 € en 2013

- Contribution à l'OMM - Organisation Météorologique Mondiale: 3 960 675 CHF en 2012 et 3 960  
675 CHF en 2013

- Contribution à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, CCNUCC (+  
Protocole de Kyoto): 1 480 339 € en 2012 et 1 343 192 € en 2013

- Contribution à la Convention sur la diversité biologique (CDB): 922 383 USD (+217 355 USD pour le  
protocole de Carthagène) en 2012 et 898 317 USD (+218 619 USD pour le protocole de Carthagène)  
en 2013

CONS-01 :

- Il est très difficile d'évaluer la part de la population nationale informée sur les enjeux DDTs.
- Les points focaux ne peuvent pas renseigner de manière exhaustive l'ensemble des événements d'information et produits médias sur les enjeux DDTs au niveau national.
- Les informations transmises dans le cadre de cet indicateur ne peuvent donc qu'être très sous-estimées et partielles et de ce fait difficilement comparables dans le temps.

CONS-03 :

Cet indicateur a été constitué à partir de l'annexe financière et peut donc minorer le nombre d'OSC et d'IST participant aux processus liés à la Convention.

CONS-0-4 :

Il est très difficile d'obtenir des données de façon exhaustive sur les initiatives portées par les OSC et les IST françaises dans le domaine de l'éducation à la DDTs au niveau national. Cela supposerait un travail d'enquête auprès de l'ensemble des OSC et IST potentiellement concernées. A noter que de nombreux modules d'enseignement en lien avec les thèmes de la DDTs sont prévus au sein de cursus officiels dispensés par des universités et autres écoles supérieures françaises. De plus, des actions d'éducation au développement durable sont prises en charge par un certain nombre d'OSC françaises, auprès d'établissements éducatifs formels ou dans le cadre de programmes d'enseignement informels.

Formulaire de  
soumission

Nom de l'agent chargé du rapport	Sandra RULLIERE, point focal France à la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification
Date de soumission	28/07/2014
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	sandra.rulliere@diplomatie.gouv.fr
Nom de l'ordonnateur	Antoine Michon, sous directeur de l'environnement et du climat, Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International
Date d'autorisation	28/07/2014
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	sandra.rulliere@diplomatie.gouv.fr